



Rives méditerranéennes

48 | 2014

Essai d'ego-histoire collective

Comment oublier (un peu) son ego

Gérard Chastagnaret



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/4664>

DOI : 10.4000/rives.4664

ISBN : 2119-4696

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2014

Pagination : 63-67

ISBN : 2103-4001

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Gérard Chastagnaret, « Comment oublier (un peu) son ego », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 48 | 2014, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/4664> ; DOI : 10.4000/rives.4664

Comment oublier (un peu) son ego

Gérard Chastagnaret
AMU-CNRS-TELEMME



Ancien élève de l'ENS, Gérard Chastagnaret est Professeur émérite d'histoire contemporaine. Il a été le Directeur fondateur de TELEMME en 1994.

Ancien directeur de la Casa de Velázquez, il est membre correspondant de la *Real Academia Española de Ciencias Morales y Políticas* et Docteur *Honoris Causa* de l'Université d'Alicante.

Pour ma génération, la dernière des thèses d'État, la recherche était presque exclusivement un exercice individuel, avec deux issues possibles, la moins fréquente, l'achèvement de l'ouvrage, au terme de dix années ou plus, la plus courante, le renoncement par épuisement du chercheur ou son orientation vers d'autres objectifs personnels et professionnels. Cette voie, faussement royale et truffée de pièges et d'illusions, ne laissait guère de place à la recherche collective : les centres de recherche étaient surtout composés des thésards ou des obligés du directeur, professeur titulaire de la chaire. Le séminaire autour du patron constituait leur activité majeure, sinon la seule : on venait écouter l'oracle ou les tâtonnements de pousses parfois plus très jeunes. À partir des années 60, s'ajoutait parfois un colloque, tellement rare qu'il en devenait l'événement du quinquennat sinon de la décennie. Sans l'avoir jamais formellement exprimé, j'ai eu d'emblée pour ce système une profonde aversion : elle est sans doute pour beaucoup dans mon refus ultérieur de réunir mes doctorants en séminaire. Aversion mais soumission : comme tous mes camarades, je me suis engagé dans une thèse d'État, sous la direction d'un éminent professeur qui a mis une décennie à comprendre l'importance du sujet.

Comment suis-je sorti de cette ornière individualiste dans laquelle j'aurais pu fort bien m'enliser ? Grâce à deux chances complètement différentes. La première tenait à l'impossibilité de mener à bien ma thèse dans un cadre strictement individuel : compte tenu de la masse de données statistiques que je devais traiter et de l'état de l'informatique de l'époque, il me fallait des crédits de saisie, une assistance technique de haut niveau et l'accès au centre de calcul du CNRS à Orsay. J'avais conscience de cette contradiction entre recherche personnelle et nouvelles exigences méthodologiques mais j'avais confiance dans l'avenir proche. Inconscience ou préscience, j'ai eu raison. Ma deuxième chance fut en effet qu'un trio de professeurs exceptionnels, Bartolomé Bennassar à Toulouse, Joseph Pérez à Bordeaux et Émile Témime à Aix-en-Provence aient pleinement perçu ce problème, commun à d'autres chercheurs de l'époque. Alors même que le cadre de la thèse d'État paraissait immuable, ils ont compris que les nouvelles méthodes de travail imposaient un appui financier et technique qui ne pouvait être que collectif. Ce fut d'abord une petite équipe, créée en 1975, la RCP 435 (Recherche collective sur programme), dirigée par Bartolomé Bennassar. Nos thèses purent trouver le moyen de leur financement, des ouvrages collectifs commencèrent à être publiés, issus ou non de colloques. Le succès permit la transformation de la RCP en GDR (Groupement de recherche), le GDR 30. Je fus appelé à le diriger en 1987, alors que, docteur d'État depuis 1985, je n'étais toujours pas professeur par la grâce d'un ministre des finances qui avait étalé sur deux ans la procédure de pourvoi d'un poste. Mes voyages mensuels à Toulouse furent mon premier apprentissage de la gestion financière et surtout de la direction de collaborateurs et de collègues.

Cette expérience a sans doute compté dans la proposition qui me fut faite, en 1989, de remplacer Philippe Joutard, nommé recteur à Besançon, comme directeur du GDR 97 Nord-Méditerranée. Jusqu'en 1990, je fus donc responsable à la fois du GDR 30, comme directeur, et du GDR 97 comme administrateur provisoire. Uniquement directeur du GDR 97 à partir de 1991, je pus me consacrer alors pleinement à préparer l'avenir. Notre situation était à la fois instable et prometteuse. Instable parce que le GDR avait été obtenu, grâce à l'habileté de Philippe Joutard et à l'appui de l'université, comme une fausse fenêtre en symétrie à la création de l'IREMAM, UMR créée dans le cadre de la stratégie du CNRS sur l'aire arabo-musulmane. Nous n'entrions pas dans une telle démarche d'aire culturelle, nous avions un statut fragile, de groupement temporaire d'équipes, et nous n'avions pas de lieu propre. Nous étions en effet éclatés entre les bureaux des centres constitutifs et l'une de nos premières victoires fut notre installation dans un local de 200 m² créé en sous-sol et ouvert sur la cour Nord. Nous avons subi deux inondations, mais je sais profondément gré à l'université de nous avoir offert ce local qui a beaucoup contribué à l'amélioration de nos conditions de travail et à la construction de notre identité, en interne comme vis-à-vis de l'extérieur.

En dépit de cette fragilité ou précarité apparente, notre situation était prometteuse aussi, à condition de savoir la lire. Les centres de recherche constitutifs du GDR étaient trois centres d'histoire, du Moyen Âge à l'époque contemporaine, un centre de géographie, la dialectologie, devenue géolinguistique, un centre d'ethnologie, un centre de l'école d'architecture de Luminy. Cette énumération pouvait être perçue comme un rassemblement hétérogène, de pure opportunité, une mosaïque de personnalités, d'intérêts, qui, soit finirait par éclater, soit empêcherait le GDR de trouver une dynamique propre au détriment de celle des anciens centres. En réalité les responsables de chaque centre et, au-delà, le corps professoral qui, à cette époque, déterminait la politique scientifique, ont certes tous défendu la présence de leur discipline ou sous-discipline dans le GDR, mais, à l'exception des ethnologues légitimement soucieux de promouvoir l'affichage de leur discipline, appelée depuis « anthropologie », ils ont surtout tous compris l'importance d'un rapprochement et d'une marche vers l'intégration. Tous ont vu l'intérêt des décloisonnements chronologiques et disciplinaires et tous ont compris que l'avenir était aux unités fortes, rassembleuses. Avec le recul, cette hauteur de vues et cette générosité continuent à me laisser admiratif, d'autant plus que j'ai pu constater, au fil des années et dans d'autres universités, le maintien d'une crispation mandarinale sur des centres étriqués ainsi que des disputes dérisoires d'épigones pour le partage de lopins de recherche et surtout d'un pouvoir universitaire désormais périmé. Je n'ose citer de noms, de peur d'en oublier, mais que tous sachent, historiens, géographes, géo-linguistes ou spécialistes de l'urbain, que, au-delà de l'amitié, je leur conserve une estime que je distribue d'habitude avec parcimonie.

Je viens d'employer le mot d'amitié. Elle n'était pas préalable, ni acquise. Elle s'est construite peu à peu, au fil des réunions, du travail en commun, des budgets à gérer, des projets à construire, à commencer par le centre de documentation. Nous avons appris à nous connaître, à nous apprécier, y compris à travers des désaccords qui n'ont jamais débouché sur des conflits. La plupart des collaborateurs du GDR ont accepté la précarité de leur rattachement, ils ont bien voulu jouer un jeu risqué, celui d'un pari sur l'avenir. À vrai dire, le pari est devenu de plus en plus jouable. Peu à peu, nous avons senti les liens se cristalliser, nous avons constaté l'émergence d'une première reconnaissance au sein de l'université de Provence, en particulier auprès de la présidence et de la vice-présidence du Centre d'Aix. Au même moment, un groupement candidat à l'aménagement du projet Sextius-Mirabeau (les futures Allées provençales) nous a invité à formuler une proposition d'espace de recherche qu'il intégrerait dans son projet global. J'ai sûrement répondu de manière beaucoup trop modeste, beaucoup trop étriquée, parce que nous n'avions pas appris à penser grand ou parce que nous n'osions pas le faire. Peu importe : le projet global n'a pas été retenu, mais la simple demande m'a fait comprendre que nous commencions à représenter quelque chose à l'extérieur et cela m'a conforté dans l'idée qu'il allait falloir assumer une responsabilité collective plus forte.

C'est alors qu'est arrivée l'incitation de la Direction de la Recherche et des Études Doctorales du ministère. Maurice Garden, professeur d'histoire moderne à Lyon II et auparavant l'une des chevilles ouvrières de la Maison Rhône-Alpes des Sciences de l'Homme. Il m'avait déjà sollicité, au sein d'une commission, pour la mise au point des DEA d'histoire. Désormais, il me demandait de construire un projet fort de structuration de la recherche à partir du GDR. Il avait une conviction forte : la recherche en SHS mérite d'être financée au même titre (pas forcément au même niveau) que la recherche en sciences dures, et il voulait surmonter une difficulté majeure : l'impossibilité pour l'État de soutenir la recherche individuelle qui dominait alors en SHS. D'où son incitation à la construction d'un projet d'UMR. J'ai déjà eu l'occasion de le raconter : la première réunion, tenue à Aix dans la salle du Conseil de l'Université à la fin de 1991, ne s'est pas bien passée : le directeur scientifique SHS du CNRS, alors partisan d'unités disciplinaires, a rejeté sans aucun ménagement notre projet, en nous appelant à proposer plusieurs UMR, et cela alors même que le CNRS proclamait vouloir limiter le nombre de créations ! Le silence que m'imposa, à peine discrètement, Maurice Garden, fut profitable : un semestre plus tard, nouvelle réunion avec les mêmes participants, mais changement dans la répartition des textes : le même directeur présentait, au nom du CNRS, le projet même qu'il avait rejeté quelques mois plus tôt. Maurice Garden et moi-même eurent le triomphe discret, sans doute arrosé peu après d'un Château Simone que nous apprécions également.

Un mot au passage sur le nom de TELEMME. Une fois acquis le principe de la création d'une UMR, le conseil de laboratoire a estimé qu'il fallait trouver un nom fort, et mes collègues, jeunes ou moins jeunes, se sont déchargés courageusement sur moi. La révélation, laïque, est arrivée au bout d'une nuit d'insomnie : remplacer les disciplines par les terrains : temps, espaces, langages... Lorsque j'ai proposé le nom au conseil de laboratoire, l'après-midi même, j'ai eu comme seul compliment : « oui, c'est pas mal ».

L'aventure TELEMME pouvait alors réellement commencer. Elle a été menacée avant même que d'exister, par la nouvelle direction du CNRS issue de la nouvelle majorité politique. Pour des raisons qu'il est inutile d'explicitier, nous n'étions plus très en cour. Un DSA dépêché à Aix m'a fait observer que trop de membres étaient peu impliqués dans les programmes et m'a demandé d'exclure la moitié des membres de l'UMR avant même sa naissance officielle. Le constat était en partie fondé, parce que le travail interne n'était pas achevé : les jeunes maîtres de conférences, par ailleurs totalement investis dans leurs charges d'enseignement voyaient encore mal les perspectives que leur offrait l'UMR. Le remède aurait été mortifère puisqu'il consistait à éliminer les forces vives. J'ai répondu que je savais mobiliser, rassembler, mais pas éliminer. Nous avons achevé la refonte de notre mode de fonctionnement scientifique en brisant l'aspect hiérarchique des programmes.

Tous ont accepté, y compris les professeurs les plus chevronnés auxquels je tiens à rendre encore hommage. Les jeunes chercheurs et enseignants chercheurs ont acquis une capacité d'initiative et de conduite de projets sur laquelle TELEMME vit encore aujourd'hui. Au-delà de son enseignement sur certaines pratiques du pouvoir, l'épisode m'a conforté dans une conviction : nous avons construit une entité dont la force ne pouvait être que collective et nourrie par l'attention au renouvellement des générations. La création, grâce à Robert Ilbert, de la MMSH à laquelle TELEMME a toujours assuré un appui sans faille, a porté l'application de ces principes à une échelle que nous n'aurions jamais imaginée au moment de la création du GDR Nord-Méditerranée.

Ni en 1987, lorsqu'Antoine Prost, alors DS du CNRS, m'a demandé de prendre la direction du GDR 30 à Toulouse, ni en 1989, lorsque Philippe Joutard m'a transmis le GDR Nord-Méditerranée, ni même en 1994, avec les premiers pas de TELEMME, je ne pensais que la gestion de la recherche prendrait une telle place dans ma trajectoire professionnelle et dans mes engagements personnels. Certains de mes projets s'en sont trouvés sacrifiés, par exemple sur l'histoire de l'exploitation des matières premières, mais je ne crois pas avoir compromis une "œuvre", tout simplement parce que, pour moi, le mot a un sens en littérature ou en art, certainement pas, ou pas le même dans le domaine de la recherche. Je suis convaincu que l'aventure de TELEMME m'a au contraire ouvert les yeux sur le caractère continu et largement collectif du processus de construction des savoirs, sur les enjeux, toujours décisifs, autour de la formation des jeunes chercheurs. J'ai eu la chance d'échapper en partie, pendant de longues années, à l'enfermement dans ces questionnements ciblés successifs qui deviennent l'obsession de tout chercheur. Je les avais connus au moment de ma thèse, je les retrouve avec plaisir aujourd'hui, mais entre les deux, j'ai eu le bonheur de pouvoir partager mon temps entre la production personnelle et l'attention aux autres. TELEMME m'a apporté une chance incroyable, que j'ai mesurée peu à peu, au-delà de toutes les vicissitudes du quotidien : celle de changer de métier au méridien de ma puissance de travail sans avoir à changer de statut. J'ai connu d'autres horizons que ceux des archives ou des salles de cours, j'ai exercé une responsabilité dans le cadre de la démocratie des statuts, fait vivre un groupe, ou des groupes, en conciliant des contraintes de toute nature. J'ai suscité, encouragé et parfois rappelé à l'ordre. J'ai consacré aussi beaucoup d'énergie à promouvoir et surtout à défendre, défendre l'idée même de TELEMME, parfois décriée par ceux qui ne pouvaient la comprendre, défendre l'unité aussi, lorsqu'elle était attaquée, pour des raisons le plus souvent inavouables. Je ne le savais pas, mais je l'ai appris très vite : TELEMME est devenue mon combat d'une décennie, avant de rester, aux côtés de tous ceux que j'ai pu accompagner dans leur recherche, l'une des plus belles légitimations, tout au moins à mes yeux, de mon engagement professionnel. Ce n'est pas de moi que je suis fier, mais de ce que nous avons fait ensemble.